

## Au sujet des législatives et des discussions en cours

Les représentant-e-s de la FASE ont déclaré être prêt-e-s à participer à cette discussion depuis le mois de juin pour s'adapter aux formes de lancement du Front de Gauche (voir sur le site...).

### Résumé des informations et épisodes précédents.

Les dirigeants des trois composantes d'origine ont tenu à se livrer à des « négociations », auxquelles nous n'avons pas été invités à participer parce qu'elles étaient commencées avant l'été. Ils voulaient terminer cela entre eux et ont annoncé qu'ils seraient évidemment ouverts aux nouvelles composantes une fois **un pré-accord intervenu entre elles.**

**Nous les avons donc informés**, dès le 12 juin, que nous discuterions de l'accord sur les législatives à la suite de leur accord pour la transformation du Front de gauche qui conditionnait notre participation. Ils ont répondu positivement à ces demandes et un communiqué, le 2 juillet, a enregistré l'existence d'un Front de gauche avec six composantes.

La question des législatives devait être traitée dès le mois de juillet puis, au vu des « difficultés entre eux », ils ont reporté cette réunion avec les six composantes en septembre.

**Un accord à trois a été signé le 16 septembre.** Pour beaucoup, il se réduit à un jeu absurde de répartition de ce que peuvent « rapporter » des législatives. Car le financement des activités politiques se fait sur la base de 1,65 euros par électeur pendant cinq ans pour les formations ayant présenté des candidats dans au moins 50 circonscriptions et ayant obtenu au moins 1 % des suffrages... Après une présidentielle qui est loin d'être jouée, selon de bons ou de faibles résultats de Jean-Luc Mélenchon, qui peut aujourd'hui calculer les effets sur des législatives menées de façon dynamique ou platement électoraliste ?

**Pour ce début novembre, il a été annoncé aux quatre nouvelles composantes qu'une réunion sur ces questions aurait sans doute lieu dans quelques jours.**

Nous sommes bien obligés de figurer dans ces discussions si nous voulons dire : l'accord à trois composantes ne convient pas, dans la mesure où celui-ci est intervenu en faisant fi de la plupart des situations locales.

Nous ne voulons pas lancer de polémique publique sur ces avanies parce que cela pourrait freiner le décollage des Assemblées citoyennes et le lancement de la campagne. Nous voulons seulement faire lever ces obstacles à une activité dynamique menée en commun prenant en compte la diversité des composantes et des personnes diverses qui veulent s'y joindre.

Le dépôt de candidatures aux législatives ne se fera pas avant la présidentielle, c'est la loi électorale. En fait, pour avoir le temps de construire la campagne en commun, beaucoup de participants veulent que les comités locaux du Front de Gauche, en lien avec les Assemblées citoyennes, fassent le choix des candidat-e-s. Elles et ils le diront localement quand ce n'est pas déjà fait. Gageons que cela sera une question, dès que ces Assemblées citoyennes et ces collectifs locaux se développeront.

**Afin d'être compris, nous devons disposer d'un mandat.**

## Une première règle simple : PAS UN SIMPLE ACCORD ÉLECTORAL, UN RASSEMBLEMENT DE TOUTES LES FORCES

Nous ne négocions pas pour défendre des intérêts de boutiques, mais nous parlons au nom de la dynamique unitaire et de la transformation nécessaire du Front de Gauche. Les primaires du PS ont fait la démonstration que, si le Front de Gauche ne réussissait pas à apparaître comme le creuset qui rassemble forces sociales, syndicales, associatives et politiques - comme l'avait fait le mouvement populaire que nous avons connu en 2005 - il n'aurait pas la force d'attraction nécessaire pour éviter un nouveau pas vers le bipartisme. C'est de la réalité d'un tel rassemblement que dépend la possibilité que l'exaspération sociale trouve à s'exprimer de façon positive lors des prochaines échéances électorales.

## Deuxième règle simple : SE DONNER UN DÉLAI POUR RASSEMBLER VRAIMENT

Pour ces législatives il faut enregistrer une nécessité : qu'un délai soit donné jusqu'en janvier. Nous attendons bien depuis juillet. Des Assemblées locales peuvent parfaitement disposer de deux mois de plus pour discuter ! Sauf, évidemment, dans le cas où un accord existe, vérifié par les sept composantes (voire plus) et des réseaux associatifs et syndicaux, bref des assemblées citoyennes réellement constituées et pas de simples « cartels élargis » de responsables politiques.

Il nous est déjà annoncé que de nombreux collectifs et comités de Front de Gauche ne feront pas campagne pour les candidat-e-s des législatives si la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui n'évolue pas.

## Troisième règle simple : DÉVELOPPER LA CAMPAGNE TOUT DE SUITE

Une liste de circonscriptions nous a été demandée. Elle comporte 24 circonscriptions, et a été donnée il y a plus de trois semaines. Cette liste correspond aux résultats de discussions locales dans lesquelles les responsables des trois composantes veulent que les dirigeants nationaux assument un rôle.

Nous avons aussi annoncé que certains départements allaient en proposer d'autres.

Si l'accord se fait rapidement, nous tombons dans le cas de la première règle ci-dessus. Sinon, cela ne contredit pas - pour nous au moins - l'animation d'activités politiques avec mise en place des Assemblées citoyennes.

En fait, une discussion est à reprendre quasiment partout où des candidatures sont imposées par des dirigeants trop zélés qui ont conservé les pratiques qui ont mené au gâchis de 2007. Que chacun se rassure : les candidats désignés par tel ou tel parti seront pris au sérieux. Sans doute finiront-ils souvent comme les candidat-e-s retenu-e-s par toutes et tous. Mais il n'est pas possible, en voulant imposer des ordres, de mobiliser des enthousiasmes.

Pour notre part, d'ailleurs, nous n'avons pas renoncé à ce que le Front de gauche puisse attirer, au-delà de ses sept composantes actuelles, des forces comme Les Alternatifs et le plus possible de militant-e-s du NPA par exemple. C'est possible, dès lors qu'est clairement affirmé l'objectif stratégique d'une réelle alternative à la droite et au social-libéralisme du PS et de ses alliés de même que la nécessaire unité pour une force de transformation sociale et écologique la plus large possible !

***Développons, partout et tout de suite, l'animation d'activités politiques avec mise en place des Assemblées citoyennes !***

**FÉDÉRATION pour une alternative sociale et écologique (FASE)**

Courrier : 20 rue Chaudron 75010 PARIS

Contact : [contact@lafederation.org](mailto:contact@lafederation.org)

Site : <http://lafederation.org/>